

Envoyé en préfecture le 24/10/2023 Reçu en préfecture le 24/10/2023

Publié le 25/10/2023

ID: 040-200075687-20231019-2023_49-DE

Délibération n°2023-49

Date de la convocation : 12 10 2023

Nombre de conseillers en exercice : 19
Nombre de conseillers présents : 13
Nombre de conseillers votants : 15
- dont « pour » : 15
- dont « contre » : 0
- « abstention » : 0

Objet: Tarif repas EHPAD agents

Le 19 octobre 2023 à 14h30

Le Conseil d'Administration du Centre Intercommunal d'Action Sociale du Pays d'Orthe et Arrigans, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, à Misson, sous la présidence de Monsieur Serge LASSERRE, Vice-Président en exercice :

Etaient présents : Marie Noëlle APOLDA, Robert BACHERE, Christelle CAMOUGRAND, Corine de PASSOS, Henriette DUPRE, Dominique DUPUY, Ginette GASSIE, Véronique GOMES, Serge LASSERRE, Jean-François LATASTE, Gisèle MAMOSER, Marie Hélène SAGET, Roland TOUYA

Pouvoirs: Jacques HERNANDEZ à Serge LASSERRE, Jean Marc LESCOUTE à Robert BACHERE,

Etaient excusées: Valérie BRETHOUS, Julie FIALIP, Eliane LAPEGUE,

Absente: Lucie LOUBERE,

Secrétaire de séance : Yannick BASSIER, Directeur Général des Services

Vu le Code Général des collectivités Territoriales (CGCT) Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles Vu les Statuts du CIAS du Pays d'Orthe et Arrigans,

CONSIDERANT que les agents de l'EHPAD peuvent se restaurer en payant les repas préparés par les cuisiniers de l'EHPAD.

Il est proposé un tarif de 3.00€ pour les agents ne prenant que le plat principal Il est proposé un tarif de 5.00€ pour les agents prenant entrée, plat, dessert

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- DECIDE la fixation du tarif comme précisé ci-dessus à compter du mois de novembre 2023.
- Le Vice-Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Vice-Président,

SergeLASSERRE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de l'au dans délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de l'au dans saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.